

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 11 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21 mars 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES

294 Rue Benoît Perret
73410 Entrelacs

Références : 20240321_RAP_Inspection-OCP-Onyx
Code AIOT : 0006104307

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 mars 2024 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES implanté 294 Rue Benoît Perret 73410 Entrelacs. L'inspection a été annoncée le 28 février 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des opérations de contrôle à l'échelle régionale, portant sur la surveillance des rejets aqueux pratiquée au sein de certains établissements soumis à la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES
- Agence Savoie 294 Rue Benoît Perret 73410 Entrelacs
- Code AIOT : 0006104307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VEOLIA est régulièrement autorisée, par un arrêté préfectoral du 10 mai 2007, à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, au sein de son établissement situé sur le territoire de la commune nouvelle d'Entrelacs (ex-Albens). Le classement des activités a été mis à jour par arrêté du 29 juin 2022.

Le site qui occupe une surface totale de 33 000 m² est situé dans une zone à vocation artisanale, à l'écart des habitations. Une trentaine de personnes travaillent actuellement au sein de l'établissement, dont 4 seulement dédiées à l'exploitation des installations de tri, transit et regroupement de déchets (le gros de l'effectif est constitué par les transporteurs). Les déchets, principalement des déchets d'activités économiques, proviennent de la Haute-Savoie,

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées	Proposition de délais
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 4.5.1 et 4.5.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 2 - point 4.3
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 2 - point 4.6.3
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 5 - point 2.8
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 2 - point 4.6.4
6	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 2 - point 1.1
7	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site ne rejette pas d'eau de process industriel. Les rejets aqueux surveillés sont les eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

L'établissement ne fait pas l'objet de non-conformités significatives vis-à-vis de la thématique des rejets aqueux.

Cependant, il convient de souligner quelques points : les dépassements constatés en MES doit faire l'objet d'une surveillance renforcée sur les prochaines analyses. Le cadre GIDAF des analyses PFAS doit être saisi et la campagne d'analyse engagée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 2 - point 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un plan des réseaux de collecte des effluents est établi et régulièrement mis à jour.
Constats : L'exploitant a présenté le schéma des réseaux qui permet d'identifier les circuits d'eaux usées et d'eaux pluviales et les différents équipements et ouvrages. Le plan mis à jour en 2008 est exhaustif et cohérent avec les constats effectués sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 2 - point 4.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.
Constats : Le site est organisé en trois zones de rejets des eaux pluviales qui disposent de réseaux séparés. Les eaux résiduelles de la zone de stockage des cuves d'huiles usagées sont rejetées dans le réseau de collecte des eaux pluviales de la commune. Les eaux pluviales collectées sur les aires de stockage des déchets sont rejetées dans le fossé qui se jette dans le ruisseau La Deyse. Enfin les eaux pluviales de la zone d'accueil des véhicules située à l'entrée du site dispose d'un réseau de

collecte relié au réseau communal. Le contrôle visuel des points de rejet du site ne montrent pas d'accumulation de matières en suspension anormale ni de coloration laissant suspecter des rejets non conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 5 - point 2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.
Constats : Lors de la visite du site il a été constaté que les trois points de rejet sont équipés de regards implantés en aval des séparateurs d'hydrocarbures, d'un accès facile ; ils permettent la mise en place des équipements nécessaires à la réalisation de prélèvement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 2 - point 4.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant fera réaliser des contrôles périodiques des paramètres suivants selon une fréquence annuelle : - pH - Hydrocarbures totaux - MES
Constats : Le site ne rejette pas d'effluents industriels. La surveillance de la qualité des eaux rejetées vise les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées à une fréquence annuelle. Les résultats ne sont pas déclarés sous GIDAF mais mis à la disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 4.5.1 et 4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Article 4.5.1 «Les effluents ne doivent pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet. Ils ne doivent pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur. » Article 4.5.2 valeurs limite des rejets aqueux «- pH compris entre 5,5 et 8,5 - température inférieure à 30°C - concentration en hydrocarbures totaux inférieure à 10mg/l - concentration en matières en suspension (MES) inférieure à 100 mg/l. »
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté la dernière analyse des prélèvements, en date du 22 février 2024, des eaux pluviales sur les trois points de rejet. L'analyse couvre l'ensemble des paramètres fixés à l'article 4.5.2 de l'arrêté préfectoral du site. Le rapport relève des dépassements significatifs de la valeur limite de rejet des matières en suspensions (MES) pour le rejet dans le fossé (560 mg/l au lieu de 100 mg/l) et à l'entrée du site (140 au lieu de 100 mg/l).

L'exploitant n'a pas été en mesure lors de la séance de justifier de ces dépassements et n'a pas justifié de la mise en œuvre de mesure corrective.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu du résultat des analyses des prélèvements des eaux pluviales réalisées par Bureau Véritas le 22 février 2024, l'exploitant doit justifier du dépassement en MES de ces rejets et engager les mesures correctives appropriées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 2 - point 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle et analyses
Prescription contrôlée : Les contrôles, prévus par le présent arrêté, sont réalisés en période de fonctionnement normal des installations et dans des conditions représentatives. [...] Les résultats de ces contrôles et analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées [...]
Constats : Les analyses des rejets aqueux visent les eaux pluviales susceptibles d'être polluées dont la fréquence de surveillance est annuelle. Les résultats des analyses sont détenus par l'exploitant qui est dans l'obligation de les tenir à disposition de l'inspection en cas de demande. En conséquence, les résultats des analyses ne sont pas déclarés dans GIDAF. Il est à noter que lors de la visite d'inspection il a été vérifié la présence de contrôle de la qualité des rejets aqueux (voir point n° 5)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée : Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les opérations de prélèvements des échantillons des eaux pluviales sont effectuées par Bureau Véritas titulaire d'une accréditation COFRAC et les analyses sont réalisées par le laboratoire Eurofins agréé par le ministère chargé de l'environnement. En cours de séance, l'exploitant a présenté le rapport de prélèvement des eaux pluviales daté du 18 mars 2024. Ce document atteste de l'accréditation et de l'agrément des intervenants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les activités du site sont comprises dans les rubriques devant réaliser une campagne d'analyses des PFAS dans les rejets aqueux selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Le calendrier fixe le terme la mise en œuvre de la campagne d'analyse au 27 mars 2024. Par ailleurs, il est constaté que le cadre GIDAF des substances à analyser n'est pas complété par l'exploitant. L'exploitant a précisé à cet égard, qu'une commande a été passée avec un laboratoire pour la réalisation des prélèvements et des analyses dans le cadre des campagnes d'analyses des substances PFAS mais qu'à ce jour, aucune opération n'a été réalisée. Le laboratoire a signalé des retards dans les opérations de prélèvement en raison de nombreuses sollicitations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer de la réalisation dans le plus bref délai de l'analyse des PFAS de ses rejets aqueux, compte tenu des dispositions du point II de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, fixant un délai de 9 mois, à compter du 28 juin 2023, pour les secteurs d'activités de l'établissement, de la réalisation de la première campagne d'analyses des substances PFAS. Il est à noter qu'en l'absence de déclaration de ces analyses au-delà du terme du délai imparti, l'exploitant s'expose à des sanctions administratives. Il est également demandé de transmettre à l'inspection des installations classées une copie de la commande d'intervention d'un laboratoire et les devis de ce dernier précisant la procédure mise en œuvre pour la réalisation des opérations d'échantillonnages et d'analyses des rejets aqueux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois